PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 15 FÉVRIER 2022

À une séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Zotique tenue le 15 février 2022 à 20 h, en la salle du conseil municipal située au 1250, rue Principale et à laquelle étaient présents les conseillers municipaux Jonathan Anderson, Yannick Guay, Patrick Lécuyer, Éric Lachance, Jean-Pierre Daoust, Paul Forget, tous formant quorum sous la présidence de Yvon Chiasson, maire.

À noter que la présente séance du conseil municipal se tient à huis clos et par vidéoconférence, hors la présence du public, en conformité des dispositions contenues à l'Arrêté ministériel numéro 2020-029 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 26 avril 2020.

Absent(s) :

Le greffier-trésorier et directeur général, M. Jean-François Messier, était également présent.

2022-02-068

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTATATION DU QUORUM

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne que des restrictions et mesures sanitaires ont été émises le 20 décembre dernier par les autorités de la Santé publique du Québec, destinées à limiter au maximum la tenue des rassemblements publics. Dans ces circonstances, il convient donc de tenir la présente séance à huis clos et en mode virtuel, tel que déjà autorisé par l'Arrêté ministériel numéro 2020-029 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 26 avril 2020.

Il souligne par ailleurs que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a formellement recommandé aux municipalités de procéder de la façon mentionnée précédemment dans le cadre de la tenue de leurs séances de conseil municipal, jusqu'à avis contraire.

Il est résolu à l'unanimité que la présente séance se déroulera à huis clos, tous les conseillers municipaux y participant par voie de vidéoconférence. Il ajoute par ailleurs que l'enregistrement audiovisuel de cette séance sera accessible dans les meilleurs délais sur le site Web de la Municipalité.

Monsieur le maire Yvon Chiasson constate le quorum et ouvre la séance à 20 h.

PÉRIODE DE QUESTIONS DU DÉBUT DE LA SÉANCE

Monsieur le maire Yvon Chiasson rappelle l'adoption séance tenante par le conseil municipal d'une résolution décrétant la tenue à huis clos de la présente séance ordinaire du conseil municipal, en raison des restrictions sanitaires applicables à l'ensemble du territoire québécois.

Il souligne toutefois la mise en ligne, via le site Web de la Municipalité, de l'ordre du jour de la présente séance de même que d'un formulaire destiné à permettre à la population de poser des questions aux membres du conseil municipal, sur tout sujet d'intérêt, le tout en conformité des dispositions prévues à l'Arrêté ministériel numéro 2020-049 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 4 juillet 2020;

Il mentionne qu'aucune question n'a été présentée par les citoyens aux membres du conseil municipal dans le cadre de la présente séance.

2022-02-069

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.

1. **Ouverture de la séance, constatation du quorum et période de questions du début de la séance**
 - 1.1 Ouverture de la séance et constatation du quorum
 - 1.2 Période de questions du début de la séance

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE

- 2. Ordre du jour**
- 2.1 Dépôt des points demandés et présentés par certains élus**
 - 2.1.1 Aucun
- 2.2 Adoption de l'ordre du jour**
- 3. Approbation des procès-verbaux**
 - 3.1 Approbation des procès-verbaux des séances ordinaires du 18 janvier 2022 D.A.
- 4. Correspondance**
- 5. Administration**
 - 5.1 Approbation – Programmation révisée des travaux admissibles à une aide financière – TECQ 2019-2023 D.A.C.
 - 5.2 Approbation de la liste des comptes payés et à payer D.A.C.
 - 5.3 Abrogation partielle – Règlement d'emprunt concernant l'acquisition de lots pour mise en conservation à des fins environnementales dans le secteur de la 20^e Rue, pour une dépense de 4 300 000 \$ et un emprunt de 4 300 000 \$ – Règlement numéro 747 D.A.
 - 5.4 Transport adapté – Prévisions budgétaires et quotes-parts – Année 2022 D.A.
 - 5.5 Dépôt de la liste des personnes embauchées et mises à pied D.A.
 - 5.6 Autorisation de signatures – Terminaison du lien d'emploi – Denis Savard
 - 5.7 Autorisation – Recrutement des employés saisonniers – Année 2022
 - 5.8 Autorisation de signatures – Acte de rétrocession lot numéro 6 413 249 au Cadastre du Québec D.A.
 - 5.9 Autorisation de dépenser – Administration D.A.
 - 5.10 Ajustement conditions salariales – Directrice par intérim du service d'urbanisme
 - 5.11 Autorisation – Appel de candidatures – Secrétaire aux comptes payables
- 6. Services techniques**
 - 6.1 Autorisation – Appel d'offres – Contrat de rapiéçage manuel et mécanisé du pavage
 - 6.2 Demande de subvention – Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) – Année 2022
 - 6.3 Autorisation de dépenser – Services techniques D.A.
- 7. Hygiène du milieu**
 - 7.1 Avis de signification – Ministère des Transports du Québec, Club Étoile Dorée Dalhousie inc., Fédération des clubs de motoneigistes du Québec – Déplacement du sentier de motoneiges D.A.
 - 7.2 Autorisation de dépenser – Hygiène du milieu D.A.
 - 7.3 Avis d'intention – Résiliation de l'entente de gestion à l'Écocentre – MRC de Vaudreuil-Soulanges D.A.A.
- 8. Incendie**
 - 8.1 Autorisation – Congrès et colloques – Service d'urgence et de sécurité incendie
 - 8.2 Autorisation de dépenser – Service incendie D.A.
- 9. Urbanisme**
 - 9.1 Plan d'implantation et d'intégration architecturale – Secteur centre-ville – 1184, rue Principale – Lot numéro 1 685 565 D.A.
 - 9.2 Autorisation – Dépôt de demande de subvention – Service d'urbanisme
 - 9.3 Autorisation – Demande de subventions – Programme d'initiatives pour la lutte aux changements climatiques D.A.
 - 9.4 Autorisation de dépenser – Service d'urbanisme D.A.
- 10. Loisirs**
 - 10.1 Adjudication de contrat – Service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville, de la bibliothèque municipale et du kiosque de la piste cyclable D.A.A.
 - 10.2 Autorisation – Demande de subvention – Expérience Emploi Jeunesse de l'Association canadienne des parcs et loisirs (ACPL)
 - 10.3 Autorisation – Demande de subvention – Fonds « En Montérégie, on bouge! »
 - 10.4 Autorisation – Nomination de représentants – Intégration des arts à l'architecture
 - 10.5 Autorisation – Représentante et signataire – Programme de soutien aux politiques familiales municipales 2020-2023
 - 10.6 Centre récréatif de Saint-Zotique inc. – Changement d'administrateur et signataire au compte bancaire
 - 10.7 Mandat – Vérification d'antécédents judiciaires
 - 10.8 Dépôt – Calendrier des événements 2022 – Service des loisirs et Plage de Saint-Zotique D.A.
 - 10.9 Tarification 2022 – Camp de jour spécialisé
 - 10.10 Rescinder partiellement la résolution numéro 2022-01-037 – Contribution financière municipale visant l'entretien de la piste cyclable – Année 2022 D.A.
 - 10.11 Autorisation de dépenser – Loisirs D.A.
 - 10.12 Reddition de comptes – Dépenses visant l'entretien de la piste cyclable Soulanges pour l'année 2021 D.A.A.
 - 10.13 Avis d'intention – Installation d'un dôme surplombant le terrain multisports à l'École secondaire de Saint-Zotique

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

- 11. Plage**
11.1 Autorisation – Appel d'offres – Feux d'artifice à la plage de Saint-Zotique
11.2 Autorisation – Appel d'offres – Achat de quais pour la marina de la Plage de Saint-Zotique
11.3 Adjudication de contrat – Agents de sécurité à la plage de Saint-Zotique – Saison 2022 D.A.C.
11.4 Autorisation – Demande de subvention – Expérience Emploi Jeunesse de l'Association canadienne des parcs et loisirs (ACPL)
11.5 Autorisation – Demande de subvention – Fonds « En Montérégie, on bouge! »
11.6 Autorisation – Demande de subvention – Défi Ensemble, tout va mieux de ParticipACTION
11.7 Autorisation – Carte accompagnement loisirs
11.8 Autorisation de dépenser – Plage D.A.
- 12. Règlements généraux**
12.1 Adoption du règlement modifiant le règlement d'emprunt concernant les travaux de reconstruction des infrastructures et de construction d'une conduite pluviale sur la rue Principale, entre l'avenue des Maîtres et la 56^e Avenue pour une dépense de 5 743 585 \$ et un emprunt de 5 743 585 \$ – Règlement numéro 740-1 D.A.
12.2 Adoption du règlement remplaçant le règlement numéro 717 visant le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux – Règlement numéro 751 D.A.
12.3 Adoption du règlement remplaçant le règlement numéro 707 relatif au traitement des élus municipaux – Règlement numéro 756 D.A.
- 13. Règlements d'urbanisme**
13.1 Avis de motion – Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-14
13.2 Adoption du projet de règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-14 D.A.
13.3 Adoption du second projet de règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-25 D.A.
13.4 Adoption du second projet de règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-26 D.A.
13.5 Adoption du règlement modifiant le règlement numéro 744 relatif au stationnement – Règlement numéro 744-1 D.A.
- 14. Période de questions de la fin de la séance**
15. Levée de la séance

2022-02-070 APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES ORDINAIRES

Il est résolu à l'unanimité d'approuver les procès-verbaux des séances ordinaires du 18 janvier 2022.

2022-02-071 C – DEMANDE D'HORAIRE ALLÉGÉ – SECRÉTAIRES AUX COMPTES PAYABLES

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal de la réception d'une demande d'horaire de travail allégé émanant de l'une des secrétaires aux comptes payables, Mme Carmen Charlebois, laquelle sollicite un horaire allégé à trois jours par semaine à compter du mois de mars 2022.

Il mentionne en outre qu'il est possible, voire probable, qu'une demande similaire soit présentée à court terme par Mme Manon Besner, laquelle occupe également le même poste administratif.

Il ajoute que cette façon de procéder a l'avantage de permettre l'intégration d'une nouvelle employée et d'assurer sa formation dans le cadre des diverses tâches administratives en lien avec ce poste.

Il précise toutefois que l'acceptation d'une telle demande nécessitera la signature d'une lettre d'entente avec le Regroupement des employés de la Municipalité de Saint-Zotique visant à confirmer l'acceptation d'un tel nouvel horaire de travail allégé pour le poste de secrétaire aux comptes payables.

Il est résolu à l'unanimité d'accepter la demande présentée par Mme Carmen Charlebois de même que celle pouvant être présentée par Mme Manon Besner et d'autoriser le greffier-trésorier et directeur général à signer avec le Regroupement des employés de la Municipalité de Saint-Zotique une lettre d'entente visant l'acceptation d'un tel nouvel horaire de travail allégé pour le poste de secrétaire aux comptes payables.

2022-02-072 **APPROBATION – PROGRAMMATION RÉVISÉE DES TRAVAUX ADMISSIBLES À UNE AIDE FINANCIÈRE – TECQ 2019-2023**

CONSIDÉRANT l'approbation faite de la programmation des travaux admissibles à une aide financière dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019-2023 lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 16 juin 2020 (résolution numéro 2020-06-285) et lors de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue le 6 mai 2021 (résolution numéro 2021-05-245);

CONSIDÉRANT la réception d'une correspondance datée du 7 juillet 2021 du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) informant la Municipalité de Saint-Zotique du fait qu'elle recevra un montant additionnel de 966 811 \$ émanant du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019-2023;

CONSIDÉRANT QUE cette programmation des travaux admissibles déjà approuvée doit dès lors être actualisée et modifiée pour tenir compte de cette aide financière additionnelle;

CONSIDÉRANT la présentation faite aux membres du conseil municipal, lors de la présente séance, de la programmation révisée de travaux numéro 1, laquelle comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre de l'application de tel programme pour les années 2019 à 2023;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit respecter les modalités impératives de ce guide afin de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans les lettres portant respectivement les dates des 18 décembre 2018 et 7 juillet 2021, émanant du MAMH;

Il est résolu à l'unanimité que la Municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) de la programmation révisée de travaux numéro 1 annexée à la présente résolution et de tous les autres documents exigés par le ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans les lettres portant respectivement les dates des 18 décembre 2018 et 7 juillet 2021, émanant dudit ministère.

Il est de plus résolu que la Municipalité s'engage à respecter les modalités du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre de l'application du Programme de la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2023 et qu'elle s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2023.

Il est également résolu que la Municipalité s'engage à réaliser le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixés à 50 \$ par année pour les 6 499 premiers habitants et 75 \$ par année pour les 2 124 habitants supplémentaires, soit un total de 2 421 250 \$ pour l'ensemble des cinq années du programme et qu'elle s'engage à informer le MAMH de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

Il est finalement résolu que la Municipalité atteste, par la présente résolution, que la programmation révisée de travaux numéro 1 présentée aux membres du conseil municipal lors de la présente séance comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

2022-02-073 APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES PAYÉS ET À PAYER

Je, soussigné, certifie par la présente qu'il y a des deniers suffisants pour les dépenses et engagements de fonds décrits dans la liste ci-jointe et dont le sommaire apparaît ci-après :

Comptes payés du 1 ^{er} au 31 janvier 2022 :	770 211,11 \$
Comptes à payer du 1 ^{er} au 31 janvier 2022 :	209 520,16 \$
Salaires payés du 1 ^{er} au 31 janvier 2022 :	311 183,62 \$
Total :	1 290 914,89 \$
Engagements au 31 janvier 2022 :	6 492 518,00 \$

Le rapport des employés qui ont accordé une autorisation de dépenses en vertu du règlement numéro 727 est déposé conformément à la loi.

En conséquence, il est résolu à l'unanimité d'approuver la liste des comptes payés du 1^{er} au 31 janvier 2022 ainsi que les salaires versés et d'autoriser le paiement des comptes à payer.

Jean-François Messier, Adm.A.
Greffier-trésorier

2022-02-074 ABROGATION PARTIELLE – RÈGLEMENT D'EMPRUNT CONCERNANT L'ACQUISITION DE LOTS POUR MISE EN CONSERVATION À DES FINS ENVIRONNEMENTALES DANS LE SECTEUR DE LA 20^E RUE, POUR UNE DÉPENSE DE 4 300 000 \$ ET UN EMPRUNT DE 4 300 000 \$ – RÈGLEMENT NUMÉRO 747

Le conseiller municipal Jonathan Anderson se déclare en conflit d'intérêts sur ce point. Le greffier-trésorier et directeur général, qui agit à titre d'animateur de la vidéoconférence, coupe le micro de M. Anderson et retire son visuel d'écran afin qu'il ne puisse intervenir d'aucune façon dans le cadre de la présente demande.

CONSIDÉRANT QUE le Règlement d'emprunt concernant l'acquisition de lots pour mise en conservation à des fins environnementales dans le secteur de la 20^e Rue, pour une dépense de 4 300 000 \$ et un emprunt de 4 300 000 \$ – Règlement numéro 747 a été adopté lors de la séance du conseil municipal tenue le 5 octobre 2021 et qu'il a reçu l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) le 9 novembre 2021;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement fait présentement l'objet d'une contestation judiciaire initiée par certains propriétaires-promoteurs visés à tel règlement municipal, dans le dossier de la Cour supérieure portant le numéro 760-17-006138-211;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement numéro 747 est en lien avec un processus d'obtention d'un certificat d'autorisation par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) quant à des travaux à être réalisés en milieux humides;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal souhaitent pouvoir poursuivre ce processus et voir l'aboutissement de ce projet de développement d'une partie du territoire débuté il y a plusieurs années, nécessitant ainsi l'investissement de plusieurs ressources au fil des années;

CONSIDÉRANT QUE le MELCC a imposé un délai final au mois d'avril 2022 afin de permettre à la Municipalité de compléter sa demande de certificat d'autorisation et de répondre à toutes les exigences imposées par ledit ministère;

CONSIDÉRANT l'incertitude que la contestation judiciaire fait par ailleurs peser sur la possibilité d'acquérir lesdites parcelles dans un horizon raisonnable, respectant le délai imparti par le MELCC;

CONSIDÉRANT QU'en raison de ce débat judiciaire, il apparaît opportun aux membres du conseil municipal d'abandonner l'acquisition desdites parcelles de terrains par voie d'expropriation, tel que planifié au règlement numéro 747;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT la ferme recommandation émanant des procureurs de la firme DCH Avocats, expressément mandatés à la défense des droits de la Municipalité dans le cadre du dossier litigieux mentionné précédemment, de voir à procéder à l'abrogation partielle des dispositions réglementaire sous étude et de la façon prévue à la présente résolution, et ce, afin d'atteindre les objectifs recherchés par les membres du conseil municipal;

CONSIDÉRANT l'article 1076 du *Code municipal du Québec* qui permet au conseil municipal de modifier le règlement d'emprunt numéro 747 par simple résolution municipale;

CONSIDÉRANT QU'en considération de ce qui précède, il convient de procéder à l'abrogation des articles 6 à 10 inclusivement dudit règlement d'emprunt numéro 747, de même qu'à l'abrogation des annexes E à I inclusivement qui y sont reliés;

Il est résolu à la majorité de renoncer à l'acquisition des lots et parcelles de lots visées par les articles 6 à 10 du Règlement d'emprunt concernant l'acquisition de lots pour mise en conservation à des fins environnementales dans le secteur de la 20^e Rue, pour une dépense de 4 300 000 \$ et un emprunt de 4 300 000 \$ – Règlement numéro 747.

Il est de plus résolu de procéder à l'abrogation des articles 6 à 10 du Règlement d'emprunt numéro 747 précité de même que des annexes E à I qui s'y retrouvent.

Il est également résolu de transmettre une copie de la présente résolution au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) de même qu'au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour information et suivi.

Le conseiller municipal Jonathan Anderson est par la suite réintégré à la séance par l'animateur. À noter qu'il s'est également retiré lors du comité de travail, lorsque ce sujet a été abordé.

2022-02-075

TRANSPORT ADAPTÉ – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET QUOTES-PARTS – ANNÉE 2022

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Salaberry-de-Valleyfield est désignée comme ville mandataire pour la gestion du service régional de transport adapté aux personnes handicapées;

CONSIDÉRANT le dépôt et la présentation faite aux membres du conseil municipal de la Municipalité des prévisions budgétaires pour l'année 2022 et relatives au transport des personnes handicapées ainsi que du tableau des quotes-parts 2022 des municipalités participantes;

CONSIDÉRANT QUE ce service de transport adapté a fait l'objet d'un accroissement d'achalandage significatif au cours des dernières années de telle sorte que la Municipalité de Saint-Zotique est actuellement le 3^e principal utilisateur de tel service au sein des huit municipalités participantes;

CONSIDÉRANT QUE la quote-part de la Municipalité de Saint-Zotique représente pour l'année 2022 une somme de 14 347,83 \$;

Il est résolu à l'unanimité que la Municipalité de Saint-Zotique approuve la quote-part aux municipalités qui lui est imputée quant aux prévisions budgétaires pour l'année 2022 et relatives au transport des personnes handicapées, au montant de 14 347,83 \$.

Il est de plus résolu que le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Zotique approuve la quote-part de participation et la grille tarifaire du transport adapté de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield pour l'année 2022.

Il est également résolu que la Municipalité de Saint-Zotique verse à la ville mandataire, soit la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, la somme de 14 347,83 \$ représentant le montant de sa contribution municipale quant à tel service, pour l'année 2022.

Il est finalement résolu de transmettre une copie de la présente résolution à la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, pour information.

DÉPÔT DE LA LISTE DES PERSONNES EMBAUCHÉES ET MISES À PIED

Le greffier-trésorier et directeur général dépose la liste des personnes embauchées et mises à pied pour travailler au sein des divers services conformément au règlement numéro 734.

Les responsables du Service de la paie sont requis de remettre aux nouveaux employés la documentation pertinente en lien avec leur emploi et notamment une copie du Code d'éthique et de déontologie des employés et intervenants municipaux.

2022-02-076

AUTORISATIONS DE SIGNATURES – TERMINAISON DU LIEN D'EMPLOI – DENIS SAVARD

CONSIDÉRANT QUE M. Denis Savard a été embauché à titre de préposé à l'Écocentre de Saint-Zotique, le 27 octobre 2015;

CONSIDÉRANT QU'une lettre d'entente a été signée par les parties, le 4 juillet 2018, détaillant les divers bénéfices et autres avantages dont bénéficiait l'employé dans le cadre de tel emploi;

CONSIDÉRANT QUE l'employé a formulé à la Municipalité certaines doléances quant à ses conditions d'emploi de même qu'en ce qui concerne la relation entretenue avec ses supérieurs et lui a offert de quitter, sur une base volontaire, le poste qu'il occupe à titre de préposé à l'Écocentre de Saint-Zotique, sujet aux conditions ci-après énumérées;

CONSIDÉRANT QUE, sans admission aucune en ce qui a trait aux doléances mentionnées précédemment, les parties conviennent d'un commun accord de mettre un terme au lien d'emploi de M. Denis Savard et de lui verser, à titre d'indemnité de départ, une somme de 3 563,70 \$, sujet aux retenues légales et autres cotisations usuelles applicables en l'espèce, correspondant au paiement de sept semaines de 30 heures rémunérées à un taux horaire de 16,97 \$, tel qu'exigé par l'employé;

CONSIDÉRANT QUE les parties conviennent que lui soit versée cette somme en un seul versement brut au jour de la terminaison de son lien d'emploi, effectif le 28 février 2022;

CONSIDÉRANT QUE dans l'intervalle, les autres avantages auxquels peut prétendre l'employé auront été payés par l'employeur, notamment au poste de vacances;

Il est résolu à l'unanimité de faire droit et d'accepter la démission de même que la demande d'indemnité présentée par M. Denis Savard en lien avec la terminaison de son lien d'emploi au sein de la Municipalité de Saint-Zotique et plus particulièrement à titre de préposé à l'Écocentre de Saint-Zotique et d'autoriser le paiement d'une somme forfaitaire de 3 563,70 \$, sujet aux retenues légales et autres cotisations usuelles applicables en l'espèce, en un seul versement au jour de la terminaison de son lien d'emploi effectif au 28 février 2022, date correspondant en outre au jour de la signature de la convention à intervenir entre les parties, confirmant la terminaison de tel lien d'emploi.

Il est également résolu d'autoriser le greffier-trésorier et directeur général à signer la convention de terminaison quant au lien d'emploi de M. Denis Savard, suivant les conditions précitées et présentées aux membres du conseil municipal.

2022-02-077

AUTORISATION – RECRUTEMENT DES EMPLOYÉS SAISONNIERS – ANNÉE 2022

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité aura différents postes à combler pour la période estivale;

Il est résolu à l'unanimité de mandater les directrices de services concernés pour tenir les entrevues d'embauches quant aux emplois à la plage, au camp de jour et ceux liés aux bateaux à faucarder et de formuler les recommandations d'embauches au greffier-trésorier et directeur général.

Il est de plus résolu de mandater le greffier-trésorier et directeur général pour tenir les entrevues d'embauches quant aux emplois destinés aux postes administratifs.

2022-02-078 **AUTORISATION DE SIGNATURES – ACTE DE RÉTROCESSION LOT NUMÉRO 6 413 249 AU CADASTRE DU QUÉBEC**

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2020-07-335 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 21 juillet 2020 autorisant notamment la cession au Centre de services scolaire des Trois-Lacs (CSSTL) de divers lots vacants destinés à la construction de l'école secondaire sur le territoire municipal;

CONSIDÉRANT QUE cette résolution prévoyait en outre la nécessité de signer un acte de servitude d'utilité publique avec le CSSTL destiné au maintien des infrastructures municipales enfouies et à enfouir dans certains de ces terrains de même que l'élargissement, sur une largeur de cinq mètres, de la 26^e Avenue;

CONSIDÉRANT QUE les parties jugent mieux adaptés aux besoins municipaux que cet élargissement soit réalisé sur une propriété municipale et qu'il serait, dès lors, opportun que le lot maintenant connu et désigné sous le numéro 6 413 249, d'une superficie de 871,5 mètres carrés, soit rétrocédé à titre gratuit à la Municipalité de Saint-Zotique;

CONSIDÉRANT QU'aux termes de la résolution numéro 2021-11-598 prévoyant la cession par la Municipalité, au bénéfice du CSSTL, d'une parcelle d'un lot additionnel, soit le lot numéro 6 346 069 au Cadastre du Québec, destiné à l'agrandissement d'un terrain multisports, lequel acte de cession est prévu intervenir devant M^e Suzanne Vincent, notaire, ou tout autre notaire de la firme Leroux et Vincent Notaires, SENC;

CONSIDÉRANT QUE l'acte de rétrocession du lot numéro 6 413 249 peut ainsi être conclu dans le cadre du même acte de cession à être signé quant au lot numéro 6 346 069;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la signature d'un acte de rétrocession à titre gratuit du lot 6 413 249 par le Centre de services scolaire des Trois-Lacs (CSSTL) au bénéfice de la Municipalité de Saint-Zotique, et ce, dans le cadre de la signature de l'acte de cession à intervenir quant au lot numéro 6 346 069 au Cadastre du Québec que M^e Suzanne Vincent ou l'un de ses associés ont déjà mandat de rédiger et publier au Registre foncier du Québec.

Il est de plus résolu plus particulièrement d'autoriser le maire et le greffier-trésorier et directeur général à signer ledit acte de rétrocession à titre gratuit, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Zotique.

2022-02-079 **AUTORISATION DE DÉPENSER – ADMINISTRATION**

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste ADM-2022-02 déposée par Jessica Leroux, CPA, CA, directrice des finances, et d'en permettre le paiement.

2022-02-080 **AJUSTEMENT CONDITIONS SALARIALES – DIRECTRICE PAR INTÉRIM DU SERVICE D'URBANISME**

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2021-03-138 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 16 mars 2021 nommant Mme Véronic Quane notamment au poste de directrice par intérim du Service d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE cette nomination intérimaire est toujours en vigueur et implique un surcroît de tâches, fonctions et responsabilités directement en lien avec ce poste cadre au sein de l'organisation municipale;

CONSIDÉRANT QU'il est dès lors opportun et pleinement justifié d'actualiser et d'ajuster les conditions salariales de Mme Quane en fonction des nouvelles tâches et responsabilités qui lui incombent en sa qualité de directrice par intérim du Service d'urbanisme;

CONSIDÉRANT de façon plus particulière la nécessité de majorer le taux horaire lié à sa rémunération afin de le fixer à une somme de 44 \$/heure, et ce, de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2022, en sus des autres avantages et bénéfices dont elle bénéficie déjà en sa qualité d'employée municipale cadre;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est résolu à l'unanimité de majorer le montant de la rémunération versée à Mme Véronic Quane afin de le fixer, de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2022, à la somme de 44 \$/heure, en sus des autres avantages et bénéfices liés à l'emploi cadre qu'elle occupe depuis près d'une année à titre de directrice par intérim du Service d'urbanisme.

Il est de plus résolu d'autoriser le maire et greffier-trésorier et directeur général à signer, au besoin, tout nouveau contrat visant à actualiser les conditions salariales mentionnées aux présentes.

2022-02-081 AUTORISATION – APPEL DE CANDIDATURES – SECRÉTAIRE AUX COMPTES PAYABLES

CONSIDÉRANT l'allègement autorisé quant à l'horaire de travail de l'une des secrétaires aux comptes payables au Service des finances de même que l'autorisation anticipée donnée au bénéfice de la seconde employée du même service, le cas échéant;

CONSIDÉRANT QU'il est toutefois nécessaire de maintenir une cadence optimale de travail à ce poste administratif;

CONSIDÉRANT QU'il est dès lors opportun de procéder à l'embauche d'une nouvelle employée à ce poste qui pourra recevoir une formation adéquate des secrétaires déjà en place;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser le greffier-trésorier et directeur général à procéder à un appel de candidatures visant l'embauche d'une secrétaire aux comptes payables au Service des finances de la Municipalité.

2022-02-082 AUTORISATION – APPEL D'OFFRES – CONTRAT DE RAPIÉÇAGE MANUEL ET MÉCANISÉ DU PAVAGE

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rapiéçage manuel et mécanisé du pavage font partie des tâches usuelles d'entretien des chemins publics sur l'ensemble du territoire de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QU'il s'avère dès lors nécessaire de procéder à un appel d'offres par voie d'invitation auprès d'au minimum trois firmes spécialisées afin de requérir des soumissions quant à l'exécution des travaux de rapiéçage manuel et mécanisé du pavage des rues sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique, pour l'année 2022;

CONSIDÉRANT QUE la dépense sera financée par le budget de fonctionnement du service concerné;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser le chef de division par intérim – Voirie, sous la supervision du greffier-trésorier et directeur général, à procéder à un appel d'offres par voie d'invitation auprès d'au minimum trois firmes spécialisées afin de requérir des soumissions quant à l'exécution des travaux de rapiéçage manuel et mécanisé du pavage des rues sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique, pour l'année 2022.

2022-02-083 DEMANDE DE SUBVENTION – PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE (PAVL) – ANNÉE 2022

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a notamment planifié la réalisation de travaux majeurs de pavage et/ou d'amélioration de drainage sur les routes situées sur son territoire, pouvant s'inscrire dans le cadre du volet Projets particuliers d'amélioration (PPA) du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) pour l'année 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a pris connaissance des modalités et conditions d'application prévues audit programme, administré par le ministère des Transports du Québec (MTQ);

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite pouvoir bénéficier de l'aide financière pouvant lui être octroyée dans le cadre de l'application de tel PAVL, pour l'année 2022;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser et de mandater la directrice par intérim des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement à déposer, auprès du ministère des Transports du Québec (MTQ), pour le bénéfice de la Municipalité de Saint-Zotique, toutes les demandes d'aide financière pouvant lui être octroyées dans le cadre de l'application des divers volets prévus au Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) pour l'année 2022, dont notamment le volet Projets particuliers d'amélioration (PPA).

2022-02-084 AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICES TECHNIQUES

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste ST-2022-02 déposée par Annick Sauvé, directrice par intérim des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement, et d'en permettre le paiement.

2022-02-085 AVIS DE SIGNIFICATION – MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, CLUB ÉTOILE DORÉE DALHOUSIE INC., FÉDÉRATION DES CLUBS DE MOTONEIGISTES DU QUÉBEC – DÉPLACEMENT DU SENTIER DE MOTONEIGES

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a entrepris un projet majeur destiné à la création d'un corridor écologique sur le territoire municipal, au sud de l'autoroute 20, de l'est vers l'ouest;

CONSIDÉRANT QU'il est dès lors hautement souhaitable et opportun de limiter la circulation de motoneiges dans tel corridor écologique à être créé;

CONSIDÉRANT QUE le sentier de motoneiges actuellement aménagé sur le territoire municipal traverse plusieurs terrains faisant partie du secteur destiné audit corridor écologique de même que le Grand-Marais, qui représente quant à lui le cœur de l'équilibre de l'écosystème existant;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité reconnaît l'apport économique, récréatif et touristique attribuable à la présence du sentier de motoneiges aménagé sur son territoire;

CONSIDÉRANT QU'une solution viable doit être planifiée pour l'aménagement d'un sentier permanent de motoneiges dans le respect de la communauté, de l'environnement et des citoyens utilisateurs;

CONSIDÉRANT QUE le déplacement réalisé au cours des années 2015 et 2016 pour la portion du sentier situé entre les bretelles 9 et 12 de l'autoroute 20 représente un réel succès (résolution numéro 2014-06-201 – Avis de signification);

CONSIDÉRANT la possibilité de déplacement de la portion du sentier entre les bretelles 6 et 9 de l'autoroute 20 au sud de l'autoroute 20, selon le même type d'aménagement réalisé entre les bretelles 9 et 12;

CONSIDÉRANT QUE le coût des travaux sera assumé par le Club Étoile Dorée Dalhousie inc.;

CONSIDÉRANT QUE des subventions sont offertes par le ministère des Transports du Québec (MTQ) aux Clubs de motoneigistes du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la chef de division par intérim de l'Hygiène du milieu et de l'environnement a obtenu une ouverture certaine des acteurs du milieu, quant à une telle proposition de déplacement du sentier compris entre les bretelles 6 et 9 de l'autoroute 20;

Il est résolu à l'unanimité de mandater la chef de division par intérim de l'Hygiène du milieu et de l'environnement afin d'interagir avec les acteurs du milieu dans le but de les mobiliser et les concerter sur le projet de déplacement de la portion du sentier situé entre les bretelles 6 et 9 de l'autoroute 20, au sud de l'autoroute 20, selon le même type d'aménagement déjà réalisé entre les bretelles 9 et 12;

Il est de plus résolu d'appuyer le projet et d'autoriser le déplacement du sentier de motoneiges au sud de l'autoroute 20, entre les bretelles 6 et 9, que les plans et devis du projet soient transmis à la Municipalité pour approbation préalable et que l'échéancier des travaux soit déposé aux bureaux municipaux au plus tard à la fin de la présente année.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

2022-02-086 AUTORISATION DE DÉPENSER – HYGIÈNE DU MILIEU

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste HYG-2022-02 déposée par Annick Sauvé, directrice par intérim des Services techniques, de l'hygiène du milieu et de l'environnement, et d'en permettre le paiement.

2022-02-087 AVIS D'INTENTION – RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE GESTION À L'ÉCOCENTRE

CONSIDÉRANT QU'une entente de gestion entourant les opérations à l'Écocentre de Saint-Zotique fut conclue avec la MRC de Vaudreuil-Soulanges (MRCVS) au début de l'année 2020, pour un terme de cinq années;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité se voit ainsi confier la responsabilité quant à la gestion et au bon déroulement de l'ensemble de telles opérations;

CONSIDÉRANT QUE les parties peuvent toutefois, d'un commun accord, mettre fin prématurément à telle entente;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité est confrontée depuis plusieurs mois à un manque de ressources humaines dans le cadre d'une saine gestion de l'Écocentre, laquelle nécessite par ailleurs un investissement direct significatif de la responsable de tel service au sein de l'organisation municipale;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité désire dès lors informer la MRCVS de son intention de résilier la convention de gestion actuellement en vigueur quant aux opérations à l'Écocentre de Saint-Zotique, déléguant ainsi à cette dernière la responsabilité quant au maintien et au déroulement de telles opérations;

CONSIDÉRANT QUE la collaboration de la MRCVS est indispensable à la conclusion d'une entente de résiliation quant à la convention de gestion actuelle et quant au maintien des opérations qui se déroulent à l'Écocentre situé sur le territoire municipal, mais qui bénéficie à l'ensemble de la population régionale;

Il est résolu à l'unanimité d'aviser la MRC de Vaudreuil-Soulanges de l'intention de la Municipalité de Saint-Zotique de mettre un terme anticipé à l'entente de gestion actuellement en vigueur quant aux activités et opérations à l'Écocentre de Saint-Zotique et de requérir sa collaboration quant à la conclusion, à court terme, d'une convention bilatérale de résiliation.

Il est également résolu de mandater la chef de division par intérim de l'Hygiène du milieu et de l'environnement afin de négocier, avec les responsables de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, les termes d'une telle convention de résiliation, laquelle devra toutefois être préalablement présentée et ratifiée par le conseil municipal avant de devenir effective.

2022-02-088 AUTORISATION – CONGRÈS ET COLLOQUES – SERVICE D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ INCENDIE

CONSIDÉRANT QUE pour une saine administration et gestion opérationnelle du Service d'urgence et de sécurité incendie de Saint-Zotique, il est souhaitable et nécessaire que certains représentants de tel service soient autorisés à participer aux congrès et colloques adaptés afin de répondre à leurs besoins;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs de tels forums de travail sont offerts par divers organismes reconnus;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser le directeur du Service d'urgence et de sécurité incendie de Saint-Zotique à procéder à l'inscription d'un représentant de tel service afin de participer à l'un et/ou l'autre des congrès et colloques dispensés au cours de l'année 2022 par les organismes ci-après mentionnés, à savoir :

- Congrès de l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ);

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

- Congrès de l'Association internationale des enquêteurs en incendie criminel du Québec;
- Congrès de l'Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ);
- Colloque sur la sécurité civile.

Il est de plus résolu que les dépenses y afférentes soient assumées via le budget de fonctionnement dudit service.

2022-02-089 AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICE INCENDIE

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste INC-2022-02 déposée par Michel Pitre, directeur du Service d'urgence et de sécurité incendie, et d'en permettre le paiement.

2022-02-090 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE – SECTEUR CENTRE-VILLE – 1184, RUE PRINCIPALE – LOT NUMÉRO 1 685 565

CONSIDÉRANT QUE le demandeur désire installer une nouvelle enseigne sur le lot numéro 1 685 565, situé au 1184, rue Principale;

CONSIDÉRANT QUE ce lot est situé dans une zone de Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) et que, de ce fait, cette nouvelle enseigne est soumise à l'approbation du PIIA, secteur centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE le PIIA exige une analyse effectuée par le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) basée sur les objectifs et critères du Règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 535;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la Municipalité a adopté un Plan d'action de développement durable (PADD) fixant des orientations et des objectifs à long terme, basés sur une vision qui respecte les principes de tel développement;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs d'analyse applicables du PIIA sont les suivants :

- Les matériaux, les couleurs, la hauteur, la forme, le type de lettrage et le mode d'éclairage de l'enseigne doivent s'harmoniser au bâtiment. Les effets de contraste trop prononcés sont évités. La forme et le volume de l'enseigne doivent faire équilibre avec le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet présenté est le suivant :

- Enseigne sur poteaux de 4,4' x 6' noire, blanche et jaune;

CONSIDÉRANT QUE la demande présentée par le requérant visant à assurer le respect des critères du PIIA inclut l'utilisation de matériaux en aluminium;

CONSIDÉRANT QUE les critères d'évaluation contenus au Règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 535 en lien avec la proposition déposée sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le projet respecte la réglementation municipale;

CONSIDÉRANT QU'une demande de permis conforme aux dispositions réglementaires d'urbanisme applicables en l'instance devra impérativement être présentée à la Municipalité dans un délai maximal de quatre années de la date des présentes;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU);

Il est résolu à l'unanimité d'accepter la demande soumise concernant l'installation d'une nouvelle enseigne sur le lot numéro 1 685 565, situé au 1184, rue Principale.

2022-02-091 **AUTORISATION – DÉPÔT DE DEMANDE DE SUBVENTION – SERVICE D'URBANISME**

CONSIDÉRANT QUE plusieurs ministères, tant de juridiction provinciale que fédérale, proposent de façon ponctuelle divers programmes comportant des mesures incitatives telle une aide financière versée sous forme de subventions;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs de ces programmes sont destinés aux municipalités et visent à les accompagner dans des projets d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'il est hautement souhaitable pour la Municipalité de Saint-Zotique de pouvoir identifier et bénéficier de tels avantages dans le but de satisfaire et combler des besoins municipaux, dans l'intérêt de ses citoyens;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser et de mandater la directrice par intérim du Service d'urbanisme à identifier tout programme pouvant servir les intérêts de son service et comportant l'octroi d'une aide financière et de l'autoriser à présenter toutes les demandes d'aides financières accessibles et en lien avec tels programmes.

2022-02-092 **AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTIONS – PROGRAMME D'INITIATIVES POUR LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité considère qu'il est souhaitable, opportun et dans l'intérêt collectif de promouvoir le développement durable et le maintien des biens et services écologiques suivant quatre objectifs distincts, soit :

- objectif zéro déchet;
- objectif valorisation des résidus organiques;
- objectif amélioration de la qualité de l'air;
- objectif réduction de l'utilisation de l'eau potable;

CONSIDÉRANT QUE l'octroi de subventions, en vertu du Règlement remplaçant le règlement numéro 731 portant sur le programme d'initiatives pour la lutte aux changements climatiques – Règlement numéro 748, est une mesure incitative d'encouragement importante destinée à favoriser l'acquisition et/ou l'aménagement d'équipements et/ou d'articles écoresponsables sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique;

CONSIDÉRANT QUE cette aide financière contribue à la mise en œuvre des actions du Plan d'action du développement durable (PADD) ainsi que du Plan d'adaptation aux changements climatiques (PACC) présentement en vigueur de même qu'à la réduction des Gaz à effet de serre (GES);

CONSIDÉRANT QUE, par ce programme, la Municipalité vise la protection de l'environnement et à encourager l'acquisition et l'aménagement d'équipements écoresponsables sur le territoire de la Municipalité de Saint-Zotique;

Il est résolu à l'unanimité de ratifier le tableau indicatif présenté par le Service d'urbanisme et destiné à être utilisé comme un guide d'analyse par le conseil municipal.

2022-02-093 **AUTORISATION DE DÉPENSER – SERVICE D'URBANISME**

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste URB-2022-02 déposée par Véronic Quane, directrice par intérim du Service d'urbanisme, et d'en permettre le paiement.

2022-02-094 **ADJUDICATION DE CONTRAT – SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER DES LOCAUX DE L'HÔTEL DE VILLE, DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE ET DU KIOSQUE DE LA PISTE CYCLABLE**

CONSIDÉRANT l'appel d'offres public LOI-2022-001 publié sur le site du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) visant les travaux de service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville, de la bibliothèque municipale et du kiosque de la piste cyclable;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE cet appel d'offres visait à satisfaire aux besoins municipaux décrits précédemment pour l'année courante, avec une possibilité de reconduction pour les années 2023 et 2024;

CONSIDÉRANT de plus que cet appel d'offres prévoyait la possibilité d'élargir tels services d'entretien ménager à d'autres locaux municipaux, suivant diverses options présentées;

CONSIDÉRANT l'ouverture des soumissions à la date et l'heure convenues au document d'appel d'offres;

CONSIDÉRANT QUE les soumissionnaires ayant répondu à cet appel d'offres et dont les soumissions ont été jugées conformes sont les suivants, et ce, pour chacune des années 2022 à 2024 inclusivement :

Option 1 : Service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville (5 jours/semaine), de la bibliothèque municipale (2 jours/semaine) et du kiosque de la piste cyclable

Soumissionnaires	Coûts (avant taxes)	Coûts (après taxes)
Les Services d'Entretien Valpro inc.	35 640,00 \$	40 977,09 \$
Entretien Planex	51 400,00 \$	59 097,15 \$

Option 2 : Service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville (5 jours/semaine), de la bibliothèque municipale (5 jours/semaine) et du kiosque de la piste cyclable

Soumissionnaires	Coûts (avant taxes)	Coûts (après taxes)
Les Services d'Entretien Valpro inc.	6 968,00 \$	8 019,51 \$
Entretien Planex	8 320,00 \$	9 565,92 \$

Option 3 : Service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville (5 jours/semaine), de la bibliothèque municipale (2 jours/semaine), du kiosque de la piste cyclable et des ateliers municipaux (5 jours/semaine)

Soumissionnaires	Coûts (avant taxes)	Coûts (après taxes)
Les Services d'Entretien Valpro inc.	18 975,00 \$	21 816,51 \$
Entretien Planex	31 200,00 \$	35 872,20 \$

CONSIDÉRANT la recommandation faite par la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire d'octroyer le contrat sous étude pour l'année 2022 au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Les Services d'Entretien Valpro inc., en conformité des paramètres contenus à l'option 1, pour une somme de 40 977,09 \$ incluant les taxes applicables;

Il est résolu à l'unanimité d'octroyer le contrat visant les travaux de service d'entretien ménager des locaux de l'hôtel de ville, de la bibliothèque municipale et du kiosque de la piste cyclable pour l'année 2022, avec deux années d'option pour les années 2023 et 2024, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Les Services d'Entretien Valpro inc., en conformité des paramètres contenus à l'option 1, pour une somme de 40 977,09 \$ incluant les taxes applicables.

Il est également résolu de mandater la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire de voir à évaluer et à retenir, s'il y a lieu, certaines autres options offertes pour les années pertinentes, afin de les adapter aux réels besoins de la Municipalité pour chacune des années concernées.

Il est de plus résolu que la dépense soit financée par les activités de fonctionnement des services concernés et d'en permettre le paiement et d'autoriser le greffier-trésorier et directeur général à signer, au besoin, le contrat et les documents nécessaires, en y stipulant toute clause ou condition jugée utile dans l'intérêt de la Municipalité de Saint-Zotique et non incompatible avec la présente.

2022-02-095 **AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – EXPÉRIENCE EMPLOI JEUNESSE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES PARCS ET LOISIRS (ACPL)**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique souhaite retenir les services d'employés saisonniers dans le cadre de ses activités estivales et d'entretien des parcs et espaces verts;

CONSIDÉRANT QUE l'Association canadienne des parcs et loisirs (ACPL) a obtenu une subvention du gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) afin d'aider les jeunes à trouver un emploi, tout particulièrement ceux et celles qui font face à des obstacles pour intégrer le marché du travail;

CONSIDÉRANT QUE le programme, officiellement nommé Expérience Emploi Jeunesse de l'ACPL, offrira du soutien financier direct (avec des salaires subventionnés à 100 %) aux administrations locales pour qu'elles puissent proposer des emplois permettant aux jeunes d'acquérir des habiletés, des connaissances et de l'expérience dans le secteur des parcs et loisirs communautaires;

CONSIDÉRANT QUE le Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire désire mettre en place un programme étudiant pour l'entretien de ses parcs et espaces verts;

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2022-01-040 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 18 janvier 2022 autorisant, de façon générale, le dépôt de demandes de subventions à tout programme comportant l'octroi d'une aide financière pouvant servir les intérêts de la Municipalité de Saint-Zotique, pour l'année 2022;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à procéder aux démarches nécessaires visant l'obtention de subvention dans le cadre du Programme Expérience Emploi Jeunesse de l'Association canadienne des parcs et loisirs (ACPL), au nom de la Municipalité de Saint-Zotique.

Il est de plus résolu que le greffier-trésorier et directeur général ou, en son absence, la responsable concernée soient autorisés à signer les différents formulaires, lettres d'entente ou autres documents requis en pareil cas.

2022-02-096 **AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – FONDS « EN MONTÉRÉGIE, ON BOUGE! »**

CONSIDÉRANT QU'un programme visant à promouvoir les initiatives locales d'activités physiques et de plein-air nommé « En Montérégie, on bouge! » a été instauré par l'organisme Loisir et Sport Montérégie;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal juge essentiel de soutenir et de participer à un tel programme visant à favoriser et promouvoir les saines habitudes de vie auprès de la population de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique souhaite par ailleurs promouvoir les activités offertes à ses citoyens, en lien avec les installations de la patinoire réfrigérée et du parc Quatre-Saisons;

CONSIDÉRANT QUE la patinoire réfrigérée accueille des centaines de patineurs en saison hivernale et que la Municipalité souhaite offrir et développer une offre de service ajoutée quant à cette installation sportive et récréative;

CONSIDÉRANT QUE les utilisateurs de la patinoire et les différents groupes sportifs et récréatifs pourraient ainsi profiter encore davantage des équipements et installations offerts par la Municipalité de Saint-Zotique, dans le cadre d'activités diverses organisées par cette dernière;

Il est résolu à l'unanimité de mandater et d'autoriser la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à présenter, pour le bénéfice de la Municipalité de Saint-Zotique, une demande de subvention au montant de 10 000 \$ dans le cadre du programme « En Montérégie, on bouge! », destinée à faire l'achat d'équipements visant à favoriser la pratique d'activités physiques au sein de sa population.

2022-02-097 **AUTORISATION – NOMINATION DE REPRÉSENTANTS – INTÉGRATION DES ARTS À L'ARCHITECTURE**

CONSIDÉRANT QUE le toit de la patinoire réfrigérée est terminé et que nous devons aller de l'avant avec le projet d'Intégration des arts à l'architecture;

CONSIDÉRANT QUE le processus de consultation est coordonné par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et sera assumé par un comité jusqu'à l'étape de la recommandation de l'oeuvre et de la signature d'un contrat entre le propriétaire et l'artiste;

CONSIDÉRANT QUE ce comité doit être composé de six personnes, dont trois sont désignées et confirmées au préalable par le propriétaire;

CONSIDÉRANT QU'il est aussi possible de désigner une personne comme observateur, sans droit de vote;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit désigner trois personnes s'impliquant au comité soit le représentant de l'organisme propriétaire, un représentant des usagers, l'architecte qui s'occupera du projet ainsi qu'un membre supplémentaire à leur guise en tant qu'observateur;

Il est résolu à l'unanimité de désigner Mme LiseAnn Bellefeuille, directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire comme représentante de l'organisme propriétaire, M. Patrick Fortin, coordonnateur des opérations du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire comme représentant des usagers, et Mme Véronic Quane, directrice par intérim du Service d'urbanisme comme observatrice.

Il est de plus résolu que le maire soit désigné comme substitut aux personnes représentant la Municipalité.

Il est aussi résolu de permettre à la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire de communiquer avec l'entrepreneur général qui avait le mandat de réaliser le toit de la patinoire réfrigérée afin de déterminer qui sera l'architecte qui s'occupera du projet.

2022-02-098 **AUTORISATION – REPRÉSENTANTE ET SIGNATAIRE – PROGRAMME DE SOUTIEN AUX POLITIQUES FAMILIALES MUNICIPALES 2020-2023**

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Famille a élaboré et mis en place le Programme de soutien aux politiques familiales municipales visant particulièrement à :

- augmenter la proportion de la population vivant dans une municipalité dotée d'une politique familiale municipale et d'un plan d'action en faveur des familles;
- appuyer les municipalités qui ont adopté une politique familiale et qui souhaitent la mettre à jour;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a présenté en 2020-2021 une demande d'appui financier admissible pour l'élaboration d'une politique familiale dans le cadre du Programme de soutien aux politiques familiales municipales;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique désire toujours participer au Programme de soutien aux politiques familiales municipales pour la convention d'aide financière 2020-2023.

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser Mme LiseAnn Bellefeuille, directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à signer, au nom de la Municipalité de Saint-Zotique, tous les documents relatifs au projet présenté dans le cadre du Programme de soutien aux politiques familiales municipales 2020-2023.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est aussi résolu de confirmer la nomination de M. Yvon Chiasson, maire, au poste d'élu responsable des questions familiales.

2022-02-099 CENTRE RÉCRÉATIF DE SAINT-ZOTIQUE INC. — CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR ET SIGNATAIRE AU COMPTE BANCAIRE

CONSIDÉRANT la nomination de Mme LiseAnn Bellefeuille en tant que directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire, en remplacement de Mme Isabelle Dalcourt;

CONSIDÉRANT QUE la directrice de tel service est, depuis plusieurs années, administratrice et présidente de la corporation à but non lucratif « Centre récréatif de Saint-Zotique inc. »;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière est également signataire autorisée au compte d'opération de l'organisme concerné;

CONSIDÉRANT QU'il y a par conséquent lieu de modifier les inscriptions apparaissant au dossier de l'organisme « Centre récréatif de Saint Zotique inc. » auprès du Registraire des entreprises du Québec afin d'y substituer le nom de Mme LiseAnn Bellefeuille à celui de Mme Isabelle Dalcourt et de procéder également à telles modifications auprès de l'institution financière détenant le compte d'opérations de l'organisme;

Il est résolu à l'unanimité de nommer Mme LiseAnn Bellefeuille en remplacement de Mme Isabelle Dalcourt à titre d'administratrice et de présidente du Centre récréatif de Saint-Zotique inc. et de la désigner comme personne autorisée à notamment signer les effets bancaires, auprès de l'institution financière détenant le compte d'opérations dudit organisme.

2022-02-100 MANDAT – VÉRIFICATION D'ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique engage, sur une base saisonnière, plusieurs employés, notamment dans le cadre des services de camp de jour offert à la population;

CONSIDÉRANT QUE ces employés sont appelés à oeuvrer auprès d'une clientèle d'enfants mineurs et qu'il s'avère dès lors nécessaire de procéder à une enquête visant à vérifier l'existence d'éventuels antécédents judiciaires de tels employés estivaux;

Il est résolu à l'unanimité de mandater Mme LiseAnn Bellefeuille, en sa qualité de directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire, à présenter et déposer aux autorités de la Sûreté du Québec des demandes de vérification entourant l'existence d'éventuels antécédents judiciaires quant aux employés saisonniers devant être embauchés par la Municipalité.

2022-02-101 DÉPÔT – CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS 2022 – SERVICE DES LOISIRS ET PLAGE DE SAINT-ZOTIQUE

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique souhaite offrir une programmation d'activités variées et d'événements spéciaux à ses citoyens, pour l'année 2022;

CONSIDÉRANT QUE les normes et restrictions liées à la pandémie actuelle sont sujettes à de constantes modifications et ajustements qui peuvent compromettre en tout ou en partie la tenue de tels événements et activités et que le calendrier pouvant être retenu est ainsi sujet à changements;

Il est résolu à l'unanimité d'approuver, sous réserve de modifications et ajustements ultérieurs, le calendrier des événements spéciaux pour l'année 2022 présenté au conseil municipal par le Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire.

2022-02-102 TARIFICATION 2022 – CAMP DE JOUR SPÉCIALISÉ

CONSIDÉRANT la volonté du conseil municipal de maintenir la qualité des activités estivales offertes à la population et destinées au développement et à l'épanouissement des enfants, dans un cadre sécuritaire et structuré;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT la programmation variée offerte dans le cadre du camp de jour en vigueur sur le territoire de la Municipalité depuis maintenant plusieurs années, à caractère éducatif et récréatif;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal souhaitent maintenir l'accessibilité financière à telle programmation, principalement au bénéfice des jeunes familles établies sur le territoire municipal;

CONSIDÉRANT QU'ils jugent et considèrent la tarification qui leur est proposée juste, raisonnable et proportionnelle aux services offerts dans le cadre du camp de jour spécialisé planifié pour la saison estivale 2022, dans le respect des mesures et restrictions sanitaires pouvant en pareil cas recevoir application;

Il est résolu à l'unanimité de ratifier et autoriser la tarification liée au service de camp de jour spécialisé pour la saison estivale 2022, selon les termes ci-après décrits.

Camp de jour spécialisé

Le camp spécialisé se déroulera suivant un horaire de cinq jours par semaine, du lundi au vendredi, de 9 h à 15 h, et sera animé par l'organisme ParascoPlus, au cours des semaines suivantes :

- 4 au 8 juillet 2022;
- 11 au 15 juillet 2022;
- 18 au 22 juillet 2022.

Coûts :

Camp de jour spécialisé pour les résidents : 160 \$/semaine
Camp de jour spécialisé pour les non-résidents : 180 \$/semaine

Le service de garde sera également offert pour la somme de 12 \$ par jour ou de 60 \$ par semaine.

Frais de retard

- Après le 30 avril 2022 : 10 \$ supplémentaire par enfant par semaine inscrite
- Après le 30 mai 2022 : 20 \$ supplémentaire par enfant par semaine inscrite

Politique d'annulation

Jusqu'au 5 juin 2022 : Des frais d'administration de 20 % seront retenus et le solde sera remboursé, soit par chèque ou par carte de crédit selon le mode de paiement de la facture initiale.

À compter du 6 juin 2022 : Aucun remboursement ne sera effectué sauf pour des motifs d'ordre médical et une attestation médicale devra y être jointe. Dans le cas d'une annulation pour raison médicale, les frais d'administration de 20 % sont applicables et le remboursement sera effectué proportionnellement au nombre de journées restantes.

Des frais de 10 \$ par semaine par enfant s'appliqueront pour toute demande de transfert.

2022-02-103

RESCINDER PARTIELLEMENT LA RÉSOLUTION NUMÉRO 2022-01-037 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE MUNICIPALE VISANT L'ENTRETIEN DE LA PISTE CYCLABLE – ANNÉE 2022

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2022-02-037 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 18 janvier 2022 visant à permettre le paiement de la cotisation de 2 \$ par résident à titre de contribution financière municipale visant l'entretien de la piste cyclable pour l'année 2022;

CONSIDÉRANT QUE telle cotisation a alors été déterminée selon le décret de population émis au mois de janvier 2021, établissant le nombre de citoyens résidant sur le territoire municipal à 9 306, pour un montant total de 18 612 \$;

CONSIDÉRANT QU'un nouveau décret a depuis été émis par la Gazette officielle du Québec, établissant la population de la Municipalité de Saint-Zotique à 9 720 habitants;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QU'un ajustement proportionnel de la cotisation déjà autorisée doit dès lors être réalisé afin de retenir le nombre de 9 720 habitants comme base de calcul de telle cotisation;

Il est résolu à l'unanimité de rescinder partiellement la résolution municipale numéro 2022-01-037 en lien avec la contribution financière municipale visant l'entretien de la piste cyclable pour l'année 2022 afin d'y retirer le nombre de 9 306 habitants pour y substituer celui de 9 720 habitants de même que le montant de cotisation de 18 612 \$ afin de la remplacer par la somme de 19 440 \$.

Il est également résolu de confirmer que la Municipalité de Saint-Zotique s'engage à investir, afin de permettre le maintien de l'aspect sécuritaire et convivial de la Piste cyclable Soulanges pour l'année 2022, un montant de 2 \$ par résident, selon le décret de population émis pour l'année 2022 et établissant le nombre de citoyens résidant sur le territoire municipal à 9 720, pour un montant total de 19 440 \$.

2022-02-104 AUTORISATION DE DÉPENSER – LOISIRS

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste LOI-2022-02 déposée par Jean-François Messier, greffier-trésorier et directeur général, et d'en permettre le paiement.

2022-02-105 REDDITION DE COMPTES – DÉPENSES VISANT L'ENTRETIEN DE LA PISTE CYCLABLE SOULANGES POUR L'ANNÉE 2021

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique a acquitté, au cours de l'année 2021, les diverses dépenses liées à l'entretien de la Piste cyclable Soulanges, quant à la portion située sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite dès lors présenter une reddition de comptes au Comité de la piste cyclable Soulanges entourant les diverses dépenses et déboursés ainsi assumés à son bénéfice, pour l'année 2021;

Il est résolu à l'unanimité de confirmer, aux fins de vérifications comptables, que la Municipalité de Saint-Zotique a contribué, pour l'année 2021, à l'entretien de la Piste cyclable Soulanges suivant les modalités et les sommes ci-après énumérées.

Descriptions	Temps alloués	Coûts
Aide financière accordée au Comité piste cyclable Soulanges		17 904 \$
Affichage voie de détournement		1 190 \$
Balayage de la piste	Représente 50 h	2 000 \$
Ouverture, fermeture et service de conciergerie du kiosque (toilettes)	Durée de 24 semaines	1 500 \$
Entretien et matériels de piste cyclable		840 \$
Directrice du Service des loisirs	Administration 40 h 6 réunions du CPCS de 2 h Total : 52 h	2 303 \$
Total – Municipalité de Saint-Zotique		25 737 \$

2022-02-106 AVIS D'INTENTION – INSTALLATION D'UN DÔME SURPLOMBANT LE TERRAIN MULTISPORTS À L'ÉCOLE SECONDAIRE DE SAINT-ZOTIQUE

CONSIDÉRANT l'implantation prochaine de l'École secondaire sur le territoire de la Municipalité;

CONSIDÉRANT par ailleurs l'intention du Centre de services scolaire des Trois-Lacs d'y aménager un terrain multisports synthétique visant à desservir la population étudiante et locale;

CONSIDÉRANT l'implication de la Municipalité dans le cadre de la réalisation de ce projet majeur, notamment par la cession des terrains requis à tel aménagement sportif;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement profitera à l'ensemble de la population locale, dans les plages horaires extérieures aux activités académiques;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal souhaiteraient maximiser l'accessibilité à ce terrain multisports synthétique, notamment en y aménageant un dôme gonflable destiné à protéger la surface de jeu des intempéries et autres conditions climatiques défavorables;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal désirent ainsi procéder à une étude et à une analyse plus poussée quant à la faisabilité de même qu'aux coûts de tel projet, lequel nécessitera toutefois inévitablement une autorisation préalable du Centre de services scolaire des Trois-lacs quant à l'aménagement des éléments de structure requis en pareil cas, sur leur propriété;

Il est résolu à l'unanimité de transmettre au Centre des services scolaire des Trois-Lacs une copie de la présente résolution, pour information et suivi, et de mandater la directrice par intérim du développement du Service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire, sous la supervision du greffier-trésorier et directeur général, afin d'établir un budget et un plan de faisabilité du projet mentionné aux présentes, pour présentation ultérieure au conseil municipal.

2022-02-107 AUTORISATION – APPEL D'OFFRES – FEUX D'ARTIFICE À LA PLAGES DE SAINT-ZOTIQUE

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Zotique souhaite maintenir une programmation d'événements variée et divertissante pour le bénéfice de sa population locale;

CONSIDÉRANT QUE l'organisation de la Plage de Saint-Zotique élabore la programmation de deux événements majeurs qui se dérouleront durant la saison estivale 2022, soit le 40^e anniversaire de la plage et le Festival régional de la grillade;

CONSIDÉRANT QUE l'organisation de la Plage de Saint-Zotique désire dans ce cadre proposer à la population deux spectacles pyrotechniques de qualité;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice de la plage à procéder à un appel d'offres sur invitation pour la présentation de feux d'artifice auprès d'au minimum deux firmes spécialisées en pyrotechnie.

Il est de plus résolu que le budget total pour les deux spectacles pyrotechniques soit de 20 000 \$, financé par le budget de fonctionnement de la plage.

2022-02-108 AUTORISATION – APPEL D'OFFRES – ACHAT DE QUAIS POUR LA MARINA DE LA PLAGES DE SAINT-ZOTIQUE

CONSIDÉRANT la phase 2 de l'aménagement de la Marina de la Plage de Saint-Zotique, présenté lors du budget 2022 et du Plan triennal d'immobilisations, fiche *PLA-4 Acquisition de quais pour la Marina de la Plage de Saint-Zotique*;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire et souhaitable que la Municipalité de Saint-Zotique fasse l'acquisition de quais flottants afin de maintenir les opérations souhaitées à la Marina de la Plage de Saint-Zotique;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice de la plage à procéder à un appel d'offres sur invitation visant à procéder à l'acquisition de quais pour la Marina de la Plage de Saint-Zotique, auprès d'au minimum deux firmes spécialisées en conception de quais flottants.

2022-02-109 ADJUDICATION DE CONTRAT – AGENTS DE SÉCURITÉ À LA PLAGES DE SAINT-ZOTIQUE – SAISON 2022

CONSIDÉRANT la résolution municipale numéro 2022-01-046 adoptée lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 18 janvier 2022 autorisant la directrice de la plage à procéder à un appel d'offres sur invitation aux fins de retenir les services d'une agence de sécurité à la Plage de Saint-Zotique, pour la saison estivale 2022, soit des mois de juin à septembre inclusivement;

CONSIDÉRANT QUE des offres de services sur invitation ont été sollicitées auprès des cinq firmes spécialisées suivantes, le tout en conformité des dispositions contenues à la Politique de gestion contractuelle de la Municipalité;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE les offres de services reçues et analysées se résument comme suit :

Soumissionnaires	Coûts (avant taxes)	Coûts (après taxes)
Agence de Sécurité S2S Inc.	14 560,00 \$	16 740,36 \$
Univers Sécurité Inc.	26 000,00 \$	29 893,50 \$
Onyx Sécurité	Non déposée	
MRC Sécurité	Non déposée	
Top Sécurité	Non déposée	

CONSIDÉRANT QUE les montants apparaissant aux offres de services reçues représentent une rémunération calculée sur la base de 520 heures de travail, pour la saison estivale, mais que cette estimation excède traditionnellement le nombre réel d'heures requis afin de satisfaire aux réels besoins de la Plage de Saint-Zotique;

CONSIDÉRANT l'analyse et l'étude faites par la directrice de la plage de telles offres de services ainsi que le contenu de la grille d'analyse et la recommandation préparée par cette dernière, déposée préalablement aux membres du conseil municipal et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante comme si au long récit;

CONSIDÉRANT le fait que l'offre de service reçue de la firme Agence de Sécurité S2S Inc. est entachée d'une irrégularité majeure en ce qu'aucune attestation d'assurance responsabilité civile n'y est jointe, en contravention des dispositions contenues à l'article 2.10 du cahier d'appel d'offres et qu'elle doit, de ce fait, être jugée irrégulière et non recevable;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la seconde soumission reçue de la firme Univers Sécurité inc. et analysée excède largement les sommes budgétées dans le cadre de l'octroi du contrat de services sous étude;

Il est résolu à l'unanimité de rejeter les offres de services reçues des firmes Agence de Sécurité S2S Inc. et Univers Sécurité inc., pour les motifs déjà allégués.

Il est de plus résolu d'autoriser la directrice de la plage à procéder à un nouvel appel d'offres sur invitation aux fins de retenir les services d'une agence de sécurité à la Plage de Saint-Zotique, pour la saison estivale 2022.

2022-02-110 AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – EXPÉRIENCE EMPLOI JEUNESSE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES PARCS ET LOISIRS (ACPL)

CONSIDÉRANT QUE la Plage de Saint-Zotique inc. devra impérativement retenir les services d'employés saisonniers dans le cadre de ses activités de loisirs de même qu'à l'égard des activités estivales usuelles offertes à la population;

CONSIDÉRANT QUE les activités de la Plage de Saint-Zotique sont en lien direct avec le concept de loisir;

CONSIDÉRANT QUE l'organisation de la plage désire permettre à des jeunes de développer des compétences, d'élargir leur réseau et d'améliorer leurs connaissances sur le secteur des parcs et loisirs;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice de la plage à procéder aux démarches nécessaires visant l'obtention d'une subvention dans le cadre du Programme Expérience Emploi Jeunesse de l'Association canadienne des parcs et loisirs (ACPL) afin d'embaucher un jeune au poste de préposé à l'accueil pour la saison 2022.

2022-02-111 AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – FONDS « EN MONTÉRÉGIE, ON BOUGE! »

CONSIDÉRANT QU'un programme visant à promouvoir les initiatives locales d'activités physiques et de plein-air nommé « En Montérégie, on bouge! » vient d'être instauré par l'organisme Loisir et Sport Montérégie;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal juge essentiel de soutenir et de participer à un tel programme afin de favoriser et promouvoir les saines habitudes de vie au sein de la population locale;

CONSIDÉRANT QUE la Plage de Saint-Zotique souhaite promouvoir de telles activités durant toute l'année;

CONSIDÉRANT QUE la Plage de Saint-Zotique certifie que les renseignements contenus dans la demande et dans les documents déposés à Loisir et Sport Montérégie sont complets, exacts et véridiques;

CONSIDÉRANT QUE la Plage de Saint-Zotique s'engage à utiliser l'aide financière octroyée conformément aux orientations et objectifs du programme et à fournir, sur demande, un bilan financier de réalisation à Loisir et Sport Montérégie;

CONSIDÉRANT QUE la Plage de Saint-Zotique souhaite bonifier ses équipements aquatiques et ainsi offrir à la population la meilleure expérience possible dans le cadre des activités qui lui sont proposées;

Il est résolu à l'unanimité de mandater et d'autoriser la directrice de la Plage de Saint-Zotique à présenter une demande de subvention d'un montant de 10 000 \$ dans le cadre du programme « En Montérégie, on bouge! », dans le but de bonifier l'inventaire des équipements aquatiques.

2022-02-112 AUTORISATION – DEMANDE DE SUBVENTION – DÉFI ENSEMBLE, TOUT VA MIEUX DE PARTICIPATION

CONSIDÉRANT le point numéro 1 de l'orientation sociale du Plan d'action de développement durable (PADD) adoptée par la Municipalité de Saint-Zotique relativement à la mise en place d'un environnement sécuritaire qui offre des services familiaux à une communauté active;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal souhaitent encourager les membres de sa communauté à être actifs et à promouvoir l'activité physique et les saines habitudes de vie;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité désire inviter la population à adopter un mode de vie sain et actif en leur donnant les outils nécessaires afin d'atteindre leurs objectifs;

CONSIDÉRANT QUE l'organisation de la plage élaborera une programmation conviviale destinée à la participation active de ses citoyens, dans le cadre de l'événement « Découvrons les plaisirs de l'eau » qui se déroulera le 26 juin 2022 à la Plage de Saint-Zotique;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice de la plage à présenter une demande de subvention auprès de ParticipACTION dans le but de présenter, aux citoyens de la Municipalité, une programmation facilement accessible dans le cadre de l'événement « Découvrons les plaisirs de l'eau », en lien avec le Défi Ensemble, tout va mieux, qui se tiendra le 26 juin 2022 à la Plage de Saint-Zotique.

2022-02-113 AUTORISATION – CARTE ACCOMPAGNEMENT LOISIRS

CONSIDÉRANT QU'on estime à 10 % de la population québécoise vivant avec un handicap;

CONSIDÉRANT QUE l'organisation de la Plage de Saint-Zotique désire faire la différence pour les personnes handicapées et participer activement à leur inclusion récréative et sportive et qu'elle souhaite ainsi faciliter leur participation aux activités offertes et destinées aux personnes vivant avec un handicap;

CONSIDÉRANT QUE la personne vivant un handicap a besoin d'un accompagnateur qui saura apporter l'aide requise à la personne handicapée pour se déplacer, s'orienter, se nourrir, etc.;

CONSIDÉRANT QUE l'adhésion à la Carte accompagnement loisirs (CAL) représente une occasion d'accroître l'adhésion aux activités offertes puisqu'elle permet la participation d'une clientèle qui autrement, ne pourrait se prévaloir de telles activités en raison principalement des coûts supplémentaires engendrés par la présence indispensable d'un accompagnateur;

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

CONSIDÉRANT QU'avec l'adhésion à la CAL, la personne handicapée n'a pas à payer pour l'entrée de l'accompagnateur, ce qui favorise la participation accrue aux activités de loisir en général;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice de la plage à faire la demande d'adhésion pour la Carte accompagnement loisirs (CAL), et ce, sans frais, afin d'être reconnu par l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH) comme organisation partenaire dans le cadre de tel service.

2022-02-114 AUTORISATION DE DÉPENSER – PLAGE

CONSIDÉRANT QUE les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement du service;

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser les dépenses énumérées à la liste PLA-2022-02 déposée par Isabelle Dalcourt, directrice de la plage, et d'en permettre le paiement.

2022-02-115 ADOPTION DU RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT CONCERNANT LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ET DE CONSTRUCTION D'UNE CONDUITE PLUVIALE SUR LA RUE PRINCIPALE, ENTRE L'AVENUE DES MAÎTRES ET DE LA 56^E AVENUE POUR UNE DÉPENSE DE 5 743 585 \$ ET UN EMPRUNT DE 5 743 585 \$ – RÈGLEMENT NUMÉRO 740-1

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du Règlement modifiant le règlement d'emprunt concernant les travaux de reconstruction des infrastructures et de construction d'une conduite pluviale sur la rue Principale, entre l'avenue des Maîtres et la 56^e Avenue pour une dépense de 5 743 585 \$ et un emprunt de 5 743 585 \$ – Règlement numéro 740-1 et confirme qu'aucune modification n'a été apportée entre le projet déposé et adopté et le présent règlement.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le Règlement modifiant le règlement d'emprunt concernant les travaux de reconstruction des infrastructures et de construction d'une conduite pluviale sur la rue Principale, entre l'avenue des Maîtres et la 56^e Avenue pour une dépense de 5 743 585 \$ et un emprunt de 5 743 585 \$ – Règlement numéro 740-1.

Monsieur le maire informe de plus les membres du conseil municipal que, considérant les dispositions contenues à l'article 1061 alinéa 4 du *Code municipal du Québec, (R.L.R.Q., c. C-27.1)*, le présent règlement d'emprunt n'est soumis à aucun processus référendaire et qu'il ne nécessite que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation afin d'entrer en vigueur.

La lecture du règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel règlement a été mise préalablement sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure par ailleurs disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

Les originaux du règlement et, le cas échéant, des cartes, des plans et des annexes sont déposés et conservés au Livre des règlements. Ils peuvent être consultés à l'hôtel de ville aux heures normales de bureau.

2022-02-116 ADOPTION DU RÈGLEMENT REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 717 VISANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS MUNICIPAUX – RÈGLEMENT NUMÉRO 751

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du Règlement remplaçant le règlement numéro 717 visant le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux – Règlement numéro 751 et confirme que seule l'inversion des articles 2 et 3 a été apportée entre le projet déposé et adopté et le présent règlement.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le Règlement remplaçant le règlement numéro 717 visant le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux – Règlement numéro 751.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il est également résolu de transmettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) une copie du présent règlement, le tout dans le respect des dispositions et du délai stipulés à l'article 13.1 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (R.L.R.Q., c. E-15.1.0.1)*;

Monsieur le maire informe par ailleurs les membres du conseil municipal qu'un avis détaillé entourant le contenu du projet de règlement numéro 751 a été publié le 20 janvier 2022, en conformité des dispositions contenues à l'article 12 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* précitée.

La lecture du règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel règlement a été mise préalablement sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure par ailleurs disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

Les originaux du règlement et, le cas échéant, des cartes, des plans et des annexes sont déposés et conservés au Livre des règlements. Ils peuvent être consultés à l'hôtel de ville aux heures normales de bureau.

2022-02-117 ADOPTION DU RÈGLEMENT REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 707 RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX – RÈGLEMENT NUMÉRO 756

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du Règlement remplaçant le règlement numéro 707 relatif au traitement des élus municipaux – Règlement numéro 756 et confirme que seules certaines modifications de syntaxe ont été apportées au texte, pour en faciliter la compréhension, quant au projet déposé et adopté et le présent règlement.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le Règlement remplaçant le règlement numéro 707 relatif au traitement des élus municipaux – Règlement numéro 756.

Il est également résolu de transmettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) une copie du présent règlement, pour information.

Monsieur le maire informe par ailleurs les membres du conseil municipal qu'un avis détaillé entourant le contenu du projet de règlement numéro 756 a été publié le 20 janvier 2022, en conformité des dispositions contenues aux articles 8 et 9 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux (R.L.R.Q., c. T-11.001)*.

La lecture du règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel règlement a été mise préalablement sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure par ailleurs disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

Les originaux du règlement et, le cas échéant, des cartes, des plans et des annexes sont déposés et conservés au Livre des règlements. Ils peuvent être consultés à l'hôtel de ville aux heures normales de bureau.

2022-02-118 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 532 RELATIF À LA GESTION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME – RÈGLEMENT NUMÉRO 532-14

Monsieur le maire Yvon Chiasson donne avis qu'il sera présenté, lors de la présente séance du conseil municipal, un Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-14.

2022-02-119 **ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 532 RELATIF À LA GESTION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME – RÈGLEMENT NUMÉRO 532-14**

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du projet de Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-14.

L'objet et la portée du projet de règlement visent les normes environnementales.

Il précise que les modifications apportées au Règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements municipaux et contenues à ce projet de règlement numéro 532-14 découlent d'une ferme recommandation émanant des procureurs de la firme DCH Avocats, expressément mandatés à la défense des droits de la Municipalité dans le cadre du dossier litigieux actuellement pendant devant la Cour supérieure et portant le numéro 760-17-006138-211.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le projet de Règlement modifiant le règlement numéro 532 relatif à la gestion des règlements d'urbanisme – Règlement numéro 532-14.

La lecture du projet de règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le projet de règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel projet de règlement a été mise sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure également disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

2022-02-120 **ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 529 RELATIF AU ZONAGE – RÈGLEMENT NUMÉRO 529-25**

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée des modifications du second projet de Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-25.

L'objet et la portée du second projet de règlement visent la modification :

- a) des dispositions concernant les bâtiments accessoires;
- b) des dispositions concernant l'abattage d'arbre.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter, avec modifications, le second projet de Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-25.

La lecture du second projet de règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le second projet de règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel second projet de règlement a été mise sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure également disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

2022-02-121 **ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 529 RELATIF AU ZONAGE – RÈGLEMENT NUMÉRO 529-26**

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée des modifications du second projet de Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-26.

L'objet et la portée du second projet de règlement visent la modification des dispositions concernant principalement certains ajouts à la liste de travaux non autorisés dans les aires non développées et notamment tous travaux de remblais et déblais en milieux humides.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

Il précise que les modifications apportées au Règlement numéro 529 relatif au zonage et contenues à ce projet de règlement numéro 529-26 découlent d'une ferme recommandation émanant des procureurs de la firme DCH Avocats, expressément mandatés à la défense des droits de la Municipalité dans le cadre du dossier litigieux actuellement pendant devant la Cour supérieure et portant le numéro 760-17-006138-211.

Il est résolu à l'unanimité d'adopter, avec modifications, le second projet de Règlement modifiant le règlement numéro 529 relatif au zonage – Règlement numéro 529-26.

La lecture du second projet de règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le second projet de règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel second projet de règlement a été mise sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure également disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

2022-02-122

ADOPTION DU RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 744 RELATIF AU STATIONNEMENT – RÈGLEMENT NUMÉRO 744-1

Monsieur le maire Yvon Chiasson mentionne l'objet et la portée du Règlement modifiant le règlement numéro 744 relatif au stationnement – Règlement numéro 744-1 et confirme qu'un seul ajout a été apporté à l'article 8.1 afin d'identifier les lots qui y sont visés quant au projet déposé et adopté et le présent règlement.

L'objet et la portée du règlement visent la modification :

- a) des dispositions concernant l'interdiction de stationnement dans les terrains municipaux;
- b) des dispositions concernant la gestion de la descente d'embarcations nautiques;

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le Règlement modifiant le règlement numéro 744 relatif au stationnement – Règlement numéro 744-1.

Il est également résolu de nommer la directrice de plage et le directeur technique de la plage à titre de personnes désignées aux termes du Règlement relatif au stationnement – Règlement numéro 744 (RMH 330-2021) et leurs amendements, et ce, avec tous les pouvoirs inhérents qui y sont prévus afin d'assurer le respect et l'application de tels règlements municipaux.

La lecture du règlement n'est pas nécessaire, une copie de celui-ci ayant été remise aux membres du conseil municipal plus de 72 heures préalablement à la présente séance, au cours de laquelle le règlement est adopté. Tous les membres du conseil municipal présents déclarent en avoir pris connaissance et renoncent à sa lecture.

Une copie de tel règlement a été mise préalablement sur le site Web de la Municipalité, pour consultation. Il demeure par ailleurs disponible pour consultation aux bureaux de la Municipalité aux heures normales de bureau.

Les originaux du règlement et, le cas échéant, des cartes, des plans et des annexes sont déposés et conservés au Livre des règlements. Ils peuvent être consultés à l'hôtel de ville aux heures normales de bureau.

PÉRIODE DE QUESTIONS DE LA FIN DE LA SÉANCE

Tel que déjà mentionné à l'occasion de la période de questions du début de la séance, Monsieur le maire Yvon Chiasson souligne qu'aucune question n'a été présentée par les citoyens aux membres du conseil municipal dans le cadre de la présente séance.

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZOTIQUE**

2022-02-123 LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, il est résolu à l'unanimité de lever la séance à 20 h 57.

Je soussigné, Yvon Chiasson, atteste que la signature du présent procès-verbal, équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1)*.

Yvon Chiasson, maire

Jean-François Messier, Adm.A.
greffier-trésorier et directeur général